

Caisse d'Allocations Familiales de la Loire

55 rue de la Montat

CS 70813 – 42952 Saint Etienne Cedex1

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Fourniture, livraison, montage, installation,
paramétrage et maintenance du matériel
audiovisuel destiné à équiper le nouveau
bâtiment de l'antenne de Roanne
de la CAF de la Loire

Marché à procédure adaptée

Article R 2123-1 du Code de la Commande Publique

Marché n°2025-428-007

SOMMAIRE

ARTICLE 1	PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3	DECOMPOSITION EN TRANCHE ET EN LOTS	4
ARTICLE 4	DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5	PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	5
ARTICLE 6	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	5
6-1	<i>Pièces particulières</i>	5
6-2	<i>Pièces générales</i>	5
ARTICLE 7	CORRESPONDANTS	6
ARTICLE 8	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 9	VERIFICATIONS/ADMISSION DES PRESTATIONS	7
9-1	<i>Vérifications</i>	7
9-2	<i>Décision après vérification</i>	8
ARTICLE 10	GARANTIE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS	8
ARTICLE 11	PENALITES.....	9
11-1	<i>Retard imputable au prestataire</i>	9
11-2	<i>Pénalité Contrat de maintenance</i>	9
11-3	<i>Pénalité pour travail dissimulé</i>	9
11-4	<i>Retard non imputable au titulaire</i>	9
ARTICLE 12	PRIX	9
12-1	<i>Contenu des prix</i>	10
12-2	<i>Actualisation</i>	10
ARTICLE 13	MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	11
13-1	<i>Avances</i>	11
13-2	<i>Présentation des factures et acomptes</i>	11
13-3	<i>Délais du règlement</i>	11
ARTICLE 14	OBLIGATION DE DISCRETION	12
ARTICLE 15	SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 16	CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	12
ARTICLE 17	ASSURANCES.....	13
ARTICLE 18	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	13
ARTICLE 19	REGLEMENT DES LITIGES, LANGUES ET MONNAIE.....	13
19-1	<i>Comité consultatif</i>	13
19-2	<i>Langue</i>	14
ARTICLE 20	RESILIATION.....	14
20-1	<i>Communication des certificats et attestations</i>	14
20-2	<i>Autres motifs de résiliation</i>	14

ARTICLE 21	DEROGATIONS AU CCAG FCS.....	15
------------	------------------------------	----

Article 1 Parties contractantes

D'une part :

Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Loire

55 rue de la Montat - CS 70813
42952 Saint Etienne Cedex 1

Téléphone : 04 77 42 68 20

Profil d'acheteur : <https://marches-publics.gouv.fr>

Site internet : <https://www.caf.fr/allocataires/caf-de-la-loire/accueil>

La Caisse d'allocations familiales est un organisme de droit privé soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique en application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale.

Le pouvoir adjudicateur, désigné par « CAF de la Loire », est représenté par M. Christophe BONNEFOIS, Directeur Général.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus au titre de l'article R 2191-60 du Code de la Commande Publique est le Directeur de la CAF de la Loire, M. Christophe BONNEFOIS ou son représentant habilité, Mr Franck L'HOSPITAL, comptable chargé du paiement, Directeur Comptable et Financier de la CAF de la Loire.

D'autre part :

Le prestataire de service qui conclut le marché avec la CAF de la Loire et désigné dans le présent CCAP par l'expression "le titulaire".

Article 2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, le montage, l'installation, le paramétrage et la maintenance (en option) du matériel audiovisuel destiné à équiper les salles de réunion, salles d'attente, accueil et circulation du nouveau bâtiment de l'antenne de Roanne de la CAF de la Loire.

Adresse : 51 rue Marx Dormoy, 42300 ROANNE

Les prestations attendues sont définies dans le CCTP.

Article 3 Décomposition en tranche et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Article 4 Durée du marché

La date de réalisation des prestations demandées est estimée courant octobre 2026. La CAF de la Loire informera plus précisément le titulaire sur la date de son intervention, en fonction de l'évolution du planning des travaux, a minima 45 jours avant celle-ci.

En soumettant une offre au présent dossier, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour respecter le délai de réalisation qui est fixé.

D'une manière générale, les dates et les délais de réalisation de la prestation peuvent, en fonctions des impératifs du site, être modifiés sans que le titulaire ne puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Lors de la réunion de démarrage du marché, le calendrier détaillé de la prestation sera validé, dans le cadre des délais fixés par les pièces du marché pour la réalisation du projet. Ce calendrier d'exécution deviendra contractuel.

Lors de la mise en œuvre de ces systèmes, il est possible que d'autres sociétés interviennent pour l'équipement du bâtiment. Le titulaire doit collaborer avec les autres corps de métier afin de faciliter la tâche de toutes les parties.

Article 5 Procédure et Forme du marché

Le marché est lancé sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1, R 2123-1, R2123-4 à 5, R2131-12 et 13, R2131-18 et R 2172-2 du Code de la Commande Publique (montant total estimé sur la durée maximum du marché inférieur à 143 000 € HT).

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire à prix global forfaitaire selon les dispositions de l'article R2163-13 du Code de la Commande Publique.

Une option de maintenance est prévue et pourra être levée par le pouvoir adjudicateur dans un délai de 6 mois suivant la notification du marché. Les candidats devront proposer un prix distinct pour cette option dans leur acte d'engagement.

Article 6 Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

6-1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE.) et son annexe (DPGF)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le mémoire technique de l'offre du Titulaire ;

6-2 Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux fournitures et services (CCAG FCS) ;

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions de vente (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquence en priorité. Toutefois, dans le cas où des conditions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur ; leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Article 7 Correspondants

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, la CAF de La Loire désignera elle aussi ses représentants, qui seront en charge, du suivi de la réalisation des différentes étapes de la gestion, à savoir :

- M. Didier EPINAT, Responsable Informatique, pour la partie technique.
- Mme Marine PERARD, Responsable Environnement du Travail, pour la partie administrative.

Article 8 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Le marché s'exécute au moyen d'ordres de service, dont le délai d'exécution commence à courir à compter de leur date de notification.

Stockage, emballage et transport :

Les dispositions applicables au stockage, à l'emballage et au transport des fournitures sont les suivantes :

Les équipements et matériels seront livrés soigneusement emballés. Le titulaire choisira un emballage suffisamment résistant pour subir sans dommage les risques inhérents à leur transport et à leur stockage.

Conformément aux dispositions de l'article 20.2 du CCAG FCS, la qualité des emballages est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est plus de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également dans la mesure du possible à en déduire les quantités en volume et en poids.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui doit les récupérer. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation. Dans ce cas, le titulaire indique dans son offre la procédure qu'il propose de mettre en œuvre pour cette récupération.

Le titulaire est tenu de produire à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires.

Transport des fournitures :

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Les prix proposés par le titulaire sont réputés comprendre le transport et la livraison des fournitures.

Conformément aux dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au(x) lieu(x) de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Les fournitures doivent être livrées dans un colis propre et référencé au numéro de marché MAPA 2025-428-007.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes :

Lieux et horaires de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera sur le site 51 rue Marx Dormoy, 42300 ROANNE.

Les coordonnées des référents à contacter pour les livraisons ainsi que les jours et heures de livraison seront transmis sur les ordres de services.

Toute livraison égarée, du fait du non-respect du lieu de livraison, sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à l'organisme.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement du site de livraison et accepte toute contrainte pouvant affecter les opérations de livraison. Il s'engage à s'assurer du respect des horaires et conditions de livraisons communiqués par la CAF de la Loire.

En application des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Délai de livraison :

Le titulaire s'engage, sous peine de pénalités, à livrer les fournitures dans le délai indiqué. Ce délai court à compter de la validation du calendrier détaillé de la prestation lors de la réunion de démarrage du marché dans le cadre des délais fixés par les pièces du marché pour la réalisation du projet. Ce calendrier d'exécution devient contractuel.

Emission du bon de livraison :

Les livraisons seront accompagnées du bon de livraison, établi en deux exemplaires par le titulaire comportant au minimum les mentions suivantes :

- référence du marché et de l'ordre de service
- identification du titulaire
- lieu, date et heure de livraison
- références et désignation des fournitures livrées
- quantités livrées

Les deux exemplaires du bon de livraison seront contresignés par le représentant de l'organisme : un des exemplaires sera conservé par ce dernier, le second exemplaire sera immédiatement remis au livreur et conservé par le titulaire.

Evolution des fournitures :

Le titulaire doit, pendant toute la durée du marché être en mesure d'assurer la fourniture de l'ensemble des références d'origine ou marques constructeurs figurant à la Décomposition du Prix Global Forfaitaire. Néanmoins, le titulaire a la possibilité de proposer, soit des améliorations aux produits référencés, soit un remplacement de produits référencés par de nouveaux produits de marque conformément au catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle. En cas de remplacement de produits, les nouveaux produits devront être de qualité au moins égale à celle des anciens et livrés à un prix au plus égal à celui des anciens à contenance égale.

Ces modifications ou remplacement de produits devront être autorisés par la CAF de la Loire. Pour cela, le titulaire devra adresser à l'organisme des propositions d'évolution en joignant des échantillons et un descriptif technique des évolutions. Les évolutions seront considérées comme autorisées et intégrées au marché au terme d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la proposition envoyée par le titulaire, si l'organisme n'a pas fait de réclamation dans ce délai.

Article 9 Vérifications/admission des prestations

9-1 Vérifications

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les prestations exécutées, sont conformes aux prescriptions prévues aux cahiers des charges et à l'offre du titulaire.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, l'organisme a 8 jours francs pour procéder à la vérification de la conformité des références et quantités définies sur la Décomposition du Prix Global Forfaitaire.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'organisme peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira et à ses frais. En cas de non-conformité, le titulaire dispose d'un délai de 24 heures à partir du constat effectué par la CAF de la Loire et l'information qui lui est donnée (par téléphone, mail) pour rectifier cette anomalie.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

9-2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

- Vérifications qualitatives

Les vérifications qualitatives auront lieu lors de l'utilisation des équipements. En cas de fonctionnement défectueux d'une fourniture livrée, le titulaire proposera une fourniture de nature réputée équivalente ou supérieure sous 24 heures. La nouvelle date probable de livraison sera signifiée par courriel.

- Admission

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission et ne saurait remplacer la procédure prévue au CCAG FCS. Les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par le représentant de l'organisme, sans qu'il y ait lieu à procédure contradictoire. L'admission est considérée comme acquise dès lors que le délai de 8 jours francs dont il est fait état ci-dessus est passé sans que l'organisme n'ait rien signalé au titulaire.

En cas d'indisponibilité d'une fourniture de plus de 7 jours ouvrés, le titulaire proposera une fourniture de qualité équivalente ou supérieure. L'acheteur pourra soit :

- attendre que cette fourniture soit de nouveau disponible,
- accepter la fourniture équivalente
- en cas d'urgence justifiée, commander chez un autre fournisseur de son choix

Si les fournitures ne sont pas conformes à la qualité prescrite dans le marché, elles sont retournées au titulaire à ses frais et doivent être remplacées immédiatement sur demande verbale ou écrite de l'organisme, qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

Si les fournitures livrées remplacent un article manquant ou ne figurant plus dans le "catalogue" du fournisseur, il n'y a pas lieu à réfaction si ces fournitures sont de qualité au moins égale à celle prévue au marché.

Il y aura lieu à résiliation aux frais et risques du titulaire si ce dernier s'avérait incapable de livrer les fournitures indiquées dans le marché ou de les remplacer, à prix égal, par des fournitures de qualité égale ou supérieure.

Article 10 Garantie des fournitures et prestations

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice cachée, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison.

La période de garantie des matériels, équipements et installation est portée à 3 ans (par dérogation à l'article 33.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services).

Article 11 Pénalités

11-1 Retard imputable au prestataire

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, il sera fait application des pénalités suivantes :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à :

$$P = V \times R / 100$$

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée (fournitures constatées en retard)

R = nombre de jours de retard

Il est fait application des dispositions ci-dessus uniquement en cas de retard imputable au titulaire. Les pénalités viennent en déduction des paiements à effectuer au titre de la facture suivante. Les pénalités sont dues au 1er euro.

Par dérogation au CCAG FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

11-2 Pénalité Contrat de maintenance

Une pénalité de 50€HT est prévu par jour de retard en lien avec la non mise à disposition d'un matériel de secours en cas de panne, conformément au délai précisé à l'article 8 du CCTP.

L'absence de rapport d'intervention sous un délais de 7 jours après le passage (visite préventive annuelle) entraine une pénalité de 50€ HT par jour de retard.

11-3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11-4 Retard non imputable au titulaire

Si les prestations ne sont pas réalisées dans les délais pour une cause imputable à la CAF de la Loire, ou si une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (notamment un événement ayant le caractère de force majeure), les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Article 12 Prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes actualisables.

12-1 Contenu des prix

Les prix indiqués par le titulaire dans la grille de Décomposition du Prix Global Forfaitaire, sont réputés comprendre toutes les dépenses liées à la réalisation des prestations incluant, notamment, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, au déchargement jusqu'au lieu de livraison indiqué sur l'ordre de service.

Le marché est traité à prix global forfaitaire.

12-2 Actualisation

Les prix du marché sont établis sur la base économique en vigueur à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix feront l'objet d'une **actualisation** si un délai supérieur à **3 mois** s'écoule entre la date de remise de l'offre et le début d'exécution des prestations.

L'actualisation s'effectuera selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times I_{n-3} / I_0$$

- **P** : prix actualisé
- **P₀** : prix initial figurant dans le marché
- **I₀** : valeur de l'index de référence à la date de remise de l'offre
- **I_{n-3}** : valeur de l'indice Syntec trois mois avant la date de commencement des prestations

L'index de référence utilisé est l'indice **Syntec** ou tout autre indice pertinent publié par l'INSEE, en lien avec les prestations de fourniture et d'installation de matériel audiovisuel.

En cas de disparition ou de modification substantielle de l'indice de référence, un indice de substitution sera déterminé d'un commun accord entre les parties.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application des nouveaux tarifs lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2 % par an.

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

Clause de réexamen :

Dans l'hypothèse où l'évolution de la politique tarifaire conduit à une évolution des conditions économiques et/ou techniques d'exécution avec une incidence significative sur les conditions économiques du marché, les parties conviennent de se rencontrer afin de revoir le dispositif contractuel.

Dans cette situation, et après présentation des justifications par le titulaire, un avenant sera établi pour formaliser les évolutions financières arrêtées par les parties.

Article 13 Modalités de règlement des prestations

13-1 Avances

Une avance sera versée, s'il y a lieu, conformément aux dispositions des articles R 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

13-2 Présentation des factures et acomptes

Les factures afférentes au paiement sont à envoyer sur la plateforme CHORUS ou à l'adresse électronique du service facturier : **service-facturier@caf42.caf.fr**

Les factures devront comporter les mentions suivantes :

- Les noms ou la raison sociale et adresse de l'entreprise titulaire du marché,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et intitulé du marché
- La référence de l'ordre de service
- Le montant hors TVA,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC de la prestation,
- Le taux et le montant des remises consenties,
- Le montant net des sommes dues,
- La date et le numéro de la facture.

13-3 Délais du règlement

13.3.1. Mode et délais de règlement

Les paiements seront effectués dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché ou de son sous-traitant payé directement. Ces intérêts courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Ils sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué le cas échéant de la retenue de garantie.

Si la facture est reçue avant l'exécution des prestations, le point de départ du délai de paiement est la date à laquelle le titulaire réceptionne la décision d'admission des fournitures dans les conditions définies à l'article 13 du présent CCAP.

13.3.2. Mode de règlement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement. L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de la CAF de la Loire. Le comptable chargé du paiement est Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la CAF de la Loire.

13.3.3. Paiement du sous-traitant (s'il y a lieu)

Dans l'hypothèse du paiement direct par la personne publique, lorsque le montant dû au sous-traitant est supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire qui la transmet, après acceptation, à la personne publique conformément à l'article R 2193-1 et R 2193-3, R2193-4 du Code de la Commande Publique.

Article 14 Obligation de discrétion

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels la CAF de la Loire ou la personne affectée peut prétendre.

Il est notamment attendu une obligation de confidentialité dans le cadre des données sensibles allocataires régies par la réglementation RGPD. Le Titulaire doit donc s'assurer du respect de la confidentialité des données traitées par ses collaborateurs.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent également cette clause.

Article 15 Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations au titre du marché qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par la CAF de la Loire.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre du marché, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de la CAF de la Loire de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Article 16 Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié dans les plus brefs délais à la personne publique par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement. Le titulaire doit informer la CAF de la Loire dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de la CAF de la Loire sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

La CAF de la Loire est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.

Les changements dans la composition du groupement pourront être admis pendant la durée du marché sous réserve des compétences techniques correspondantes à l'offre initiale.

En cas de modifications de la situation en cours et si le titulaire n'informe pas la CAF de la Loire dans le délai, celle-ci, conformément à l'article L 2141-12 du Code de la Commande Publique, se réserve le droit de résilier le contrat sans mise en demeure préalable.

Article 17 Assurances

Le titulaire du marché doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R.321 et suivants du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché. Cette assurance doit couvrir les pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu des articles 1382 et 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

Le titulaire du marché est tenu de présenter à la CAF de la Loire, dans les 15 (quinze) jours qui suivent la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution des prestations, une attestation délivrée par la Compagnie d'Assurances, justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire est tenu d'informer la CAF de la Loire de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les 8 (huit) jours qui suivent sa décision.

Ces dispositions s'imposent aux co-traitants s'il y a groupement.

Le défaut d'assurances entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Article 18 Cession ou nantissement de créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-50 du Code de la Commande Publique.

Dans le cas où les activités du Titulaire cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution après établissement d'un avenant formalisant la modification.

Article 19 Règlement des litiges, langues et monnaie

19-1 Comité consultatif

Un différend ou un litige survenant entre le titulaire et la CAF de la Loire, pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable compétent.

Les parties conviennent de saisir en premier lieu le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents litiges relatifs aux marchés publics de Saint Etienne.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Saint Etienne est seul compétent.

19-2 Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 20 Résiliation

La CAF de la Loire pourra procéder à la résiliation du marché dans les cas et conditions prévus aux articles 28 à 45 du CCAG FCS de Fournitures et Services.

20-1 Communication des certificats et attestations

En cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R 2143-8 du Code de la Commande Publique, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire, par décision unilatérale de la personne publique. Cette décision de résiliation prendra effet à compter de la date de réception, par le titulaire d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire s'engage à remettre à la CAF de la Loire, tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de déclarations sociales (attestation spécifique de l'URSSAF) datant de moins de six mois (art. D. 8222-5.1 a du code du travail) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploi des salariés (art. D. 8222-5.3 du code du travail) ;
- Pour l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D. 8222-5.1 b du code du travail), l'attestation sur l'honneur doit également être produite tous les six mois, sauf si, compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, cela conduit à représenter une attestation déjà fournie par le titulaire du marché.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. En ce cas, la mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'ensemble du dispositif s'applique également aux cotraitants et aux sous-traitants.

20-2 Autres motifs de résiliation

Le marché peut être résilié dans les différents cas prévus au CCTP et au présent CCAP.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnité de résiliation.

Article 21 Dérogations au CCAG FCS

Articles du CCAP qui dérogent :	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé :
Article 6 « pièces constitutives du marché »	Article 4.1
Article 9.1 « vérifications »	Article 28.1
Article 10 « garantie des fournitures et prestations »	Article 33.1
Article 11 « pénalités de retard »	Articles 14